

REGLEMENT DE CONSULTATION – (RC)

COMMUN A TOUS LES LOTS

DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES PLIS* :
23/08/2024 17H00

Objet de la consultation : fourniture de forfaits de remontées mécaniques et téléphériques **et location de matériels de sport d'hiver et de montagne sur le domaine skiable du Grand Tourmalet – Pic de Midi** au profit de toutes les unités de toutes les unités embrasées du ministère des armées (2 lots).

Numéro de consultation : DAF_2024_001880

Procédure de passation : procédure adaptée

TABLE DES MATIERES

1. ACHETEUR.....	4
2. OBJET DE LA CONSULTATION	4
3. CONDITION DE LA CONSULTATION	4
3.1 PROCEDURE DE PASSATION	4
3.2 ALLOTISSEMENT.....	4
3.3 FORME ET ETENDUE DES ACCORDS-CADRES	5
3.4 DUREE DES MARCHES.....	5
3.5 LIEU D'EXECUTION	5
3.6 VARIANTES	5
3.7 CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	5
3.8 TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	6
4. INFORMATION DES CANDIDATS	6
4.1 CONTENU DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION	6
4.2 COORDONNEES DE LA PERSONNE POUVANT RENSEIGNER LES CANDIDATS	6
4.3 MODALITES DE RETRAIT ET DE CONSULTATION DES DOCUMENTS.....	6
4.4 MODIFICATION DE DETAIL DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION.....	6
4.5 QUESTIONS-REPNSES :.....	7
4.6 PROLONGATION DU DELAI DE RECEPTION DES OFFRES :.....	7
5. CANDIDATURE	7
5.1 MOTIFS D'EXCLUSION.....	7
5.2 INTERDICTIONS DE SOUMISSIONNER CONCERNANT UN GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES OU UN SOUS-TRAITANT	8
5.3 CONDITIONS DE PARTICIPATION	8
5.4 PRESENTATION DE LA CANDIDATURE.....	8
5.4.1 <i>Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)</i>	8
5.4.2 <i>Candidature hors DUME</i>	9
5.5 PRECISIONS CONCERNANT LES GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....	9
5.5.1 <i>Motifs d'exclusion en cas de groupement d'opérateurs économiques</i>	9
5.5.2 <i>Conditions de présentation</i>	9
5.5.3 <i>Forme du groupement</i>	10
5.6 EXAMEN DES CANDIDATURES.....	10
5.6.1 <i>Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs</i>	10
5.6.2 <i>Vérification des motifs d'exclusion</i>	11
5.7 PRECISIONS SUR LA SOUS-TRAITANCE.....	11
6 OFFRE.....	11
6.1 COMPOSITION DES OFFRES POUR LE LOT N°1.....	11
6.2 COMPOSITION DES OFFRES POUR LE LOT N°2	12
6.3 EXAMENS DES OFFRES.....	12
6.3.1 <i>Critère de notation et d'attribution des offres pour le lot n°2</i>	12
6.3.2 <i>Négociation en phase d'attribution du marché</i>	13
6.3.3 <i>Méthode de notation des offres</i>	13
6.4 DUREE DE VALIDITE DES OFFRES	13
7 MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS	13
7.1 DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES PLIS.....	13
7.2 CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS	13
7.2.1 <i>Plis papiers</i>	13
7.2.2 <i>La transmission électronique</i>	14
8 ATTRIBUTION DU MARCHÉ	15
8.1 DOCUMENTS A FOURNIR	16
8.2 MISE AU POINT	16
8.3 SIGNATURE DU MARCHÉ.....	17

9 **LANGUE17**

10 **CONTENTIEUX17**

11 **ANNEXES17**

1. ACHETEUR

Ministère des armées
Service du Commissariat des Armées
Plate-forme Commissariat Sud (PFC Sud)
Division achats
BP 42 – 83 800 Toulon cedex 9

Pour tout renseignement, d'ordre administratif, technique ou financier veuillez-vous adresser à la PFC Sud uniquement via la plate-forme des achats de l'état (PLACE) : www.marches-publics.gouv.fr

2. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la fourniture de forfaits de remontées mécaniques et téléphériques et **location de matériels de sport d'hiver et de montagne sur le domaine skiable** du Grand Tourmalet – Pic de Midi au profit de toutes les unités embrasées du ministère des armées (2 lots).

La consultation est un marché de services.

Classification CPV (Common Procurement Vocabulary) : 92000000 – 1 Services récréatifs, culturels et sportifs.

Code GM (groupe marchandise) : 45.05.07 – Autres prestations et services

3. CONDITION DE LA CONSULTATION

3.1 Procédure de passation

La présente procédure est une procédure adaptée conformément aux articles L2123-1 3°, R2123-1 à 2123-7 du code de la commande publique (CCP).

Elle est destinée à donner lieu à des accords-cadres à bons de commande tels que définis aux articles R2162-13 et R2162-14 du CCP.

3.2 Allotissement

La consultation est allotie en vertu des articles L2113-10 et R2113-1 du C.C.P. et comporte deux (2) lots.

Les prestations sont alloties comme suit :

Lot n° 1 : fourniture de forfaits de remontées mécaniques et téléphériques sur le domaine skiable du Grand Tourmalet - Pic du Midi au profit de toutes les unités embrasées du ministère des armées.

Lot n° 2 : **location de matériels de sport d'hiver et de montagne sur le domaine skiable** du Grand Tourmalet - Pic du Midi au profit de toutes les unités embrasées du ministère des armées.

3.3 Forme et étendue des accords-cadres

3.3.1 Forme des accords-cadres

Les marchés publics passés au titre des lots identifiés ci-dessus sont des "accords-cadres" (art. L 2125-1.1° et R2162-1 à R2162-6 du code), "à bons de commande" (art. R2162-13 et R2162-14 du code), compte **tenu de la technique d'achat utilisée**.

Le marché du lot n°1 est mono attributaire et celui du lot n°2 est multi-attributaires.

3.3.2 Etendue des marchés

Les marchés sont conclus sans montant minimum et avec un montant maximum tel que défini ci-dessous.

- ▣ Lot 1 : le montant annuel maximum est de 130 000, 00 € HT (soit 143 000, 00 € TTC)
- ▣ Lot 2 : le montant annuel maximum est de 70 000, 00 HT (soit 84 000,00 € TTC)

3.4 Durée des marchés

Chaque marché est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa date de **notification et de prise d'effet**.

Il est reconductible de manière tacite, trois (3) fois à sa date anniversaire de notification pour une période de douze (12) mois, dans **la limite d'une durée totale de quatre (4) ans**.

En cas de non reconduction du marché, le représentant **de l'acheteur** notifie au titulaire, par courrier PLAGE avec accusé réception, au moins deux (2) mois avant le terme de la période de validité en cours, sa décision de ne pas reconduire le marché.

Le titulaire n'aura droit à aucune indemnité.

Le titulaire du marché ne peut refuser la reconduction ou la non reconduction du marché.

3.5 Lieu d'exécution

Lot n°1 : domaine skiable couvert par la commune de Barèges (dpt 65).

Lot n°2 : **magasins de location de matériels de sport d'hiver et de montagne se situant** dans un rayon de 5 km autour du domaine skiable de la commune de Barèges (dpt 65).

3.6 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

3.7 Clauses environnementales

Les clauses environnementales s'exerceront conformément à l'article 7 du CCAG/FCS¹.

¹ Cahier des clauses administratives générales applicable aux fournitures courantes et services (cf article 6 du cahier des clauses particulières mentionné à l'article 4 ci-dessous).

A ce titre, le titulaire veillera à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement. Il devra être mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché, sur simple demande de l'acheteur.

Concernant le lot 1, le titulaire devra respecter les engagements fournis dans son offre au titre de son mémoire technique (cf. § 6.1 infra).

3.8 Traitement de données à caractère personnel

Pour l'exécution du marché, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, "règlement général sur la protection des données" ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

4. INFORMATION DES CANDIDATS

4.1 Contenu des documents de la consultation

Le dossier de consultation n° DAF_2024_001880 des entreprises (DCE) est constitué des éléments suivants :

- le présent règlement de la consultation (RC) et ses annexes ;
- le cahier des clauses particulières et son annexe ;
- **l'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe :**
 - Annexe 1 "BPU" - Lot n°1 ;
 - Annexe 2 "BPU" Lot n°2.

Nota : L'acte d'engagement (formulaire ATTRI1) ne sera envoyé pour signature aux titulaires pressentis qu'après la phase d'attribution.

4.2 Coordonnées de la personne pouvant renseigner les candidats

Dans le cas où les soumissionnaires souhaiteraient obtenir des renseignements complémentaires d'ordre administratif, technique ou financier, leurs questions devront être formulées à la Plateforme Commissariat Sud (PFC Sud) via la plateforme des achats de l'État (PLACE), tel que précisé à l'article 4.4 du présent RC.

4.3 Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Référence de la consultation sur la PLACE : DAF_2024_001880

4.4 Modification de détail des documents de la consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard 6

jours avant la date limite de réception des offres.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier. Les soumissionnaires devront répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un soumissionnaire aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en redéposer une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et l'heure limite de **réception des offres**. **C'est la dernière offre reçue qui sera ouverte.**

En cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres pourra être reporté **par l'administration dans les conditions prévues à l'article 4.4** du présent RC.

Les candidats ne doivent pas apporter de complément ou de modification écrits au cahier des clauses particulières.

4.5 Questions-Réponses :

Pendant la phase de consultation et **jusqu'à** 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires sur les documents de la consultation, envoyées en temps utile, sont transmises aux candidats au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres.

4.6 Prolongation du délai de réception des offres :

Lorsqu'une réponse, nécessaire à l'élaboration de l'offre, n'est pas fournie 6 jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté **par l'administration** proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

5. CANDIDATURE

5.1 **Motifs d'exclusion**

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relative aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur (art. L2141-1 à L2141-11), les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Conformément au règlement européen n° 2022/576 du conseil du 08 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 **relatif à l'interdiction d'attribuer un marché public à des personnes de nationalité russe, ou des personnes, organismes ou entités détenues par une personne russe, les personnes se trouvant dans un des cas d'interdiction seront exclues de la procédure.**

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la

demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures correctrices nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

5.2 Interdictions de soumissionner concernant un **groupement d'opérateurs économiques** ou un sous-traitant

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement.

A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement. A défaut, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure.

5.3 Conditions de participation

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public. L'acheteur n'impose pas aux candidats de niveaux minimums de capacité.

5.4 Présentation de la candidature

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

5.4.1 *Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)*

Pour le lot n°2, Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- Depuis le service exposé de PLACE ;
- Depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion) et IV (critères de sélection) du formulaire sont à renseigner.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises>

Les candidats renseignent obligatoirement les parties suivantes du DUME :

Aptitude

- Inscription au registre du commerce ;

Capacités économiques et financières

- Chiffre d'affaires annuel "général" des 3 derniers exercices ;
- Chiffre d'affaires annuel "spécifique" dans le domaine d'activité couvert par le marché des 3 derniers exercices ;
- Une assurance pour risques professionnels ;

Capacités techniques et professionnelles

- Les prestations principales de même nature réalisées sur les trois (3) dernières années. Cette liste peut être complétée par l'expérience datant de plus de 3 ans ;

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

5.4.2 Candidature hors DUME

Pour le lot n°1 et le lot n°2 :

Les candidats transmettent les justificatifs et moyens de preuves suivants concernant leurs aptitudes et capacités :

- le numéro unique d'identification (SIREN), grâce auquel l'entité publique pourra recueillir elle-même les informations nécessaires (en se connectant sur le site <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr>) ;
- Une copie de l'attestation d'assurance pour les risques professionnels ;
- Une copie du jugement prononcé si le candidat est en redressement judiciaire.

Pour le lot n°2 :

- Une lettre de candidature ou formulaire DC1 (Annexe B_DC1_lettre candidature) ou équivalent, dûment rempli et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement ;
- Une déclaration du candidat ou formulaire DC2 (Annexe C_DC2_Déclaration candidature) ou équivalent, dûment rempli et daté ; en cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

5.5 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail "entreprises" du profil d'acheteur de l'Etat (Plateforme des achats de l'Etat : PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'Etat.

Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Une fiche explicative et le mode d'emploi de ce service sont disponibles à l'adresse suivante :

- <https://www.economie.gouv.fr/dae/bourse-a-cotraitance-service-pour-aider-entreprises>

5.5.1 Motifs d'exclusion en cas de groupement d'opérateurs économiques

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

5.5.2 Conditions de présentation

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur autorise le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières.

L'appréciation des capacités du groupement est globale.

5.5.3 *Forme du groupement*

La forme du groupement n'est pas imposée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

5.6 Examen des candidatures

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé dans la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments seront éliminées.

L'appréciation des capacités professionnelles techniques et financières d'un groupement est globale.

L'acheteur n'a pas fixé de minimum de capacité comme condition de participation.

5.6.1 *Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs*

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir :

- Directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- **D'un** espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Les documents justificatifs concernant les aptitudes et capacités sont :

- Copie du jugement prononcé si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Pièces relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat, autres que celles inscrites au K-Bis ;
- Preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Une **liste des principaux services similaires à l'objet** du présent marché exécuté au cours des trois dernières années indiquant notamment le montant, la date et le bénéficiaire public ou privé. Les références présentées justifiant les compétences techniques et les **moyens mis en œuvre par le candidat dans le domaine en terme de prestations**

exécutées doivent pouvoir être contrôlées ou, preuves par tous moyens des capacités détenues pour la réalisation des prestations relatives à l'objet du marché (moyens matériels et techniques, personnels qualifiés...).

5.6.2 Vérification des motifs d'exclusion

En application des dispositions de R.2144-4 du code de la commande publique, l'acheteur n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

5.7 Précisions sur la sous-traitance

Candidature sous forme de DUME

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME distinct signé par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ses sous-traitants.

Candidature hors DUME

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

L'opérateur sur lequel s'appuie le candidat peut être un sous-traitant.

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

6 OFFRE

6.1 Composition des offres pour le lot n°1

L'offre du soumissionnaire comporte les pièces suivantes :

- **L'ATTRI1 et l'annexe prix** (Annexe à ATTRI1) ;
- Un mémoire technique relatif aux enjeux environnementaux liés aux contraintes de l'exploitation du plus grand domaine skiable des Pyrénées Françaises pour les remontées mécaniques et téléphériques ;
- Un relevé d'identité bancaire.
-

6.2 Composition des offres pour le lot n°2

L'offre du soumissionnaire comporte les pièces suivantes :

- **L'ATTRI1 signé par une personne ayant pouvoir d'engager la société et l'annexe prix** (Annexe à ATTRI1) ;
- Un mémoire technique relatif à la location des matériels de ski et matériels de sport d'hiver (**présentation des packs...**) ;
- Un relevé d'identité bancaire.

6.3 Examens des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées. Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

Les candidats sont informés que leur offre ne sera classée qu'à la condition qu'elle soit reconnue conforme, c'est-à-dire :

- **Qu'elle** respecte les exigences techniques spécifiées dans le cahier des clauses techniques particulière (CCP) ;
- Que les candidats renseignent en totalité le bordereau de prix (**annexe de l'ATTRI1**)

6.3.1 Critère **de notation et d'attribution** des offres pour le lot n°2

Après examen en conformité de l'offre du candidat au regard des caractéristiques et exigences du cahier des charges, l'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction du critère unique du prix énoncé ci-dessous.

Critère de jugement de l'offre	Nombre de points
Prix – Note "P"	100

La formule de notation ne sera appliquée que si le nombre de candidat est supérieur ou égal à deux.

Le lot n°2 sera attribué, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats, à (4) quatre attributaires maximum.

Les offres seront classées par rang en fonction de la note obtenue sur le critère prix. L'offre présentant la meilleure note sera classée première.

L'attribution des bons de commande dans le cadre du présent-accord-cadre s'effectuera selon la méthode dite en cascade.

Priorité sera donnée au titulaire classé au rang n°1.

Si le titulaire du premier rang se trouve être dans l'impossibilité de répondre partiellement ou intégralement aux besoins, le titulaire du second rang sera sollicité. S'en suivra le même principe pour les rangs suivants jusqu'à la complète satisfaction des besoins.

6.3.2 *Négociation en phase d'attribution du marché*

Il est porté à l'attention des candidats que l'acheteur se réserve le droit de négocier avec les candidats ayant présenté une offre.

Conformément aux dispositions de l'article R2123-5 du Code de la commande publique, l'acheteur indique aux candidats qu'il se réserve le droit d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

6.3.3 *Méthode de notation des offres*

a) Note "Prix" sur 100 points calculée comme suit :

La notation s'effectuera après addition des prix unitaires TTC indiqués dans l'annexe de l'ATTR1.

Le total le plus bas se verra attribuer la note maximale de 100.

Une note dégressive est appliquée aux offres sur cette base selon la formule :

Note "P" = (montant de l'offre la plus basse / montant de l'offre analysée) x 100

La note la plus élevée correspond à la société qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

6.4 *Durée de validité des offres*

Les offres sont valables 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

7 MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS

7.1 *Date et heure limites de réception des plis*

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées en page de garde du présent document. Les plis qui sont reçus ou remis après cette date et heures ne sont pas ouverts.

Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts sont rejetés.

7.2 *Conditions de transmission des plis*

7.2.1 *Plis papiers*

Pour cette consultation, les plis papiers sont **autorisés conformément à l'article R2123-2 du CCP**.

Les plis devront être envoyés en lettre recommandée avec accusé réception (RAR) à l'adresse suivante :

Plateforme commissariat Sud (Toulon)
Division achats / section "services à la personne"
BCRM Toulon - PFC Sud – BP 42
83800 Toulon cedex 9

L'ensemble des documents devront être glissés dans une sous-enveloppe fermée et la mention ci-dessous devra y être apposée :

"DAF_2023_001880 fourniture de forfaits de remontées mécaniques et téléphériques et location **de matériels de sport d'hiver et de montagne sur le domaine skiable du Grand Tourmalet – Pic de Midi** au profit de toutes les unités embrasées du ministère des armées (2 lots)".

"NE PAS OUVRIR"

7.2.2 La transmission électronique

Pour cette consultation, sont autorisés les dépôts électroniques sur le site (PLACE) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats trouveront sur le site un "guide utilisateur" téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques. Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique "aide" de la plate-forme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Les candidats ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html. Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde

Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique numérique ou sur support papier doivent faire parvenir cette copie avant la date limite de remise des plis.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli cacheté comportant les mentions suivantes :

"Copie de sauvegarde ;
Intitulé de la consultation ;
Nom ou dénomination du candidat".

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des marchés publics.

La transmission de cette copie de sauvegarde s'effectue uniquement par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal.

Rappel : Aucun dépôt par porteur contre récépissé (dans les bureaux de l'administration et aux **portes d'accès** de la base navale de Toulon) ne sera accepté.

Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

8 ATTRIBUTION DU MARCHÉ

8.1 Documents à fournir

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature ou son offre toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Conformément à l'arrêté du 29 mars 2017 modifiant l'arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, et lorsque le profil d'acheteur le permet, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché, n'est pas tenu de fournir les certificats suivants :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et paiements prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales ;
- Le certificat attestant de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L 243-15 du code de sécurité sociale délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale ;
- Le certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, prévu aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail, et délivré par l'Association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés, mentionnée à l'article L. 5214-1 du même code.

En cas d'impossibilité de se procurer les certificats ci-dessus directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue. Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché du lot n° 2 devra fournir dans un délai fixé, dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- **L'ensemble** des justificatifs relatifs à l'aptitude et aux capacités du candidat ;
- Le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12 du code du travail et relatives aux travailleurs détachés ;
- Le cas échéant, les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail et relatives aux travailleurs étrangers ;
- Le cas échéant le certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Lorsque le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché entre dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner facultative, il est invité à établir, par tout moyen, que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

8.2 Mise au point

Il peut être demandé au soumissionnaire retenu, en accord avec lui, de procéder à une mise

au point des composantes du marché public. Cette demande ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du marché public.

8.3 Signature du marché

Le marché est signé par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement (formulaire ATTR11) qui lui est adressé par l'acheteur.

Il peut être signé électroniquement (Annexe A du présent règlement de consultation "Modalités de signature électronique") ou de façon manuscrite.

9 LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnés d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

10 CONTENTIEUX

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Toulon.

11 ANNEXES

- Annexe A : modalités de signature électronique ;
- Annexe B : DC1_Lettre de candidature ;
- Annexe C : DC2_Déclaration candidat.